



FACILITÉ AFRICAINNE DE SOUTIEN AUX TRANSITIONS INCLUSIVES

Le Concept AFSIT

CO-CRÉÉ PAR LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE,
LE PNUD ET LEURS PARTENAIRES.



© 2023 Commission de l'Union africaine et Programme des Nations Unies pour le développement.

Remerciements

Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude et notre profonde appréciation pour les contributions substantielles qui ont été apportées à la co-crédation de la Facilité africaine d'appui aux transitions inclusives (AFSIT). Nous reconnaissons et exprimons notre reconnaissance pour l'orientation stratégique précieuse offerte par nos leaders visionnaires, ainsi que pour les apports substantiels de nos collègues techniques au sein de la Commission de l'Union africaine (CUA), des Communautés économiques régionales (CER), du Département des affaires politiques et de consolidation de la paix des Nations Unies (DPPA), du Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO), du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU), du Bureau de coordination du développement des Nations Unies (UNDCO), de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (UNITAMS) et du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS).

Nous exprimons également notre gratitude pour le précieux soutien fourni par le Bureau de crise du PNUD, le Bureau régional pour l'Afrique, ainsi que les distingués Représentants résidents du PNUD et Coordonnateurs résidents des Nations Unies du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, du Rwanda, du Soudan et de la Tanzanie. Nous souhaitons exprimer notre profonde appréciation envers nos partenaires, dont la Banque africaine de développement (BAD), Amani Africa, EcoNet, l'Union européenne, l'Académie Folke Bernadotte (FBA), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ), l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP), ainsi que les gouvernements du Danemark, de l'Allemagne, du Japon, des Pays-Bas, de la Norvège, de l'Espagne, de la Suède et du Royaume-Uni.

La démocratie en Afrique a fait face à de multiples défis au cours de la dernière décennie, reflétant une détérioration de la démocratie à travers le continent.

APERÇU

La Facilité africaine de soutien aux transitions inclusives (AFSIT) est née de la collaboration entre la Commission de l'Union africaine (CUA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Elle vise à fournir un soutien programmatique intégré aux pays africains en période de transitions politiques complexes, y compris ceux confrontés à des changements anticonstitutionnels de gouvernement (CAG) ou susceptibles de les rencontrer. L'objectif global de cette initiative est d'accompagner les pays concernés dans l'établissement de feuilles de route de mécanismes et d'institutions de transition crédibles, inclusifs et légitimes, favorisant ainsi le retour à l'ordre constitutionnel, à la démocratie et à la stabilité.

AFSIT est une réponse à l'appel lancé par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) lors de la 16e session extraordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine sur le terrorisme et les CAG en Afrique, qui s'est tenue le 28 mai 2023 à Malabo, en Guinée équatoriale. Les chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé leur position de tolérance zéro à l'égard des CAG et ont appelé à des actions collectives et à la solidarité pour élaborer un mécanisme de réponse solide, approfondir la démocratie et renforcer la sécurité collective sur le continent.

La Facilité sera déployée par phases et donnera la priorité aux CAG tels que définis par les normes de l'UA, y compris les réponses aux coups d'État militaires et aux cas de manipulation des processus démocratiques. AFSIT soutiendra également les "pays à risque" qui se trouvent soit au bord du précipice, soit dont les signes précurseurs et les données de l'UA, des Communautés économiques régionales (CER) CER, et de l'Organisation des Nations Unies (ONU) suggèrent que, sans intervention, ils pourraient retomber dans une crise politique complexe.

Dans ce contexte, la Facilité coordonnera et complètera (sans dupliquer, remplacer ou consolider) les instruments de l'UA, des CER et de l'ONU, ainsi que les instruments et initiatives d'autres partenaires de développement, en soutien aux transitions inclusives. La Facilité cherchera à prévenir, répondre et résoudre rapidement les crises politiques complexes au sein des États membres de l'UA. Elle fournira également un appui politique, technique, financier et humain rapide à l'UA, aux CER et aux États membres de l'UA concernés pour prévenir, répondre et atténuer les risques associés aux transitions politiques complexes.

AFSIT est guidée par les six domaines prioritaires de l'Agenda 2063 pour la deuxième décennie et les objectifs de l'Agenda 2030.

Rapport ministériel 2023, Comité de suivi de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 étendu aux ministres de l'Union africaine chargés de la planification nationale, du développement et des finances, adopté par le Conseil exécutif lors de la quarante-deuxième session ordinaire, du 16 janvier au 16 février 2023, à Addis-Abeba, Éthiopie, EX.CL/1431(XLII), paragraphe 29 :

Les 6 priorités d'envergure comprennent : (1) Une Afrique prospère - industrialisation et valorisation ajoutée, revenu permettant de satisfaire les besoins fondamentaux, productivité et production agricoles ; (2) Une Afrique intégrée - libre circulation des personnes, commerce des biens et services, connectivité - internet, routes et transport aérien ; (3) Une Afrique démocratique - respect de l'état de droit, promotion d'un leadership transformateur, institutions démocratiques réactives ; (4) Une Afrique pacifique - cohésion sociale et respect de la diversité, mécanismes de résolution des conflits, cessation des hostilités ; (5) Une Afrique culturelle - valorisation de la recherche et de la documentation en Afrique, réseau de musées africains ; (6) Une Afrique axée sur les citoyens - citoyens compétents, systèmes de santé et d'éducation transformés.

L'objectif fondamental de AFSIT est en cohérence avec les Aspirations 3 et 4 de l'Agenda 2063, en rapport avec l'instauration d'un continent démocratique et pacifique. Cet objectif sera atteint en déployant des preuves, des évaluations rapides et des analyses prédictives au niveau régional et national, afin d'orienter les investissements de développement complémentaires aux processus et aux mécanismes de transition.

Cela impliquera une cartographie détaillée des réponses régionales et internationales aux situations de CAG et aux pays à risque, dans le but de prévenir et de rétablir l'ordre constitutionnel. En d'autres termes, AFSIT repose sur l'importance de la prévention des conflits, de l'amélioration des contrats sociaux au niveau national et de la promotion d'un développement inclusif.

Le soutien de l'AFSIT est structuré autour de trois domaines de résultats stratégiques interdépendants, interconnectés et se renforçant mutuellement :

1. Les acteurs nationaux et régionaux sont soutenus dans la mise en œuvre de processus de transition inclusifs, crédibles et participatifs, ainsi que dans le renforcement des institutions et mécanismes y afférents;
2. Les capacités des mécanismes et des institutions sont renforcées pour permettre une réponse rapide et efficace aux transitions;
3. Les transitions sont utilisées comme levier pour promouvoir la cohésion sociale et les priorités de développement socio-économique des populations touchées et vulnérables.

Sous le leadership politique et technique de l'UA, la Facilité exploitera de manière collective les capacités, les mécanismes, les processus et la présence sur le terrain de l'UA, des CER, de l'ONU et des partenaires, afin de soutenir des transitions crédibles et inclusives (veuillez consulter la section des remerciements pour la liste complète des partenaires).

Le soutien à la mise en œuvre au niveau national sera canalisé par le biais des bureaux-pays du PNUD en collaboration avec les bureaux des coordonnateurs résidents des Nations Unies (RCO) et, le cas échéant, les bureaux de liaison de l'UA dans les pays concernés, ainsi que les acteurs non étatiques. Le soutien à la coordination avec l'UA et les CER se fera par le biais du Centre régional de services du PNUD pour l'Afrique (RSCA) et du Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité de l'UA.

MODALITÉS DE SOUTIEN

Lors de la mise en œuvre d'une demande de soutien approuvée par le Conseil de projet de l'AFSIT, la Facilité déploiera promptement des actions catalytiques, telles que des évaluations rapides conjointes et le déploiement de capacités en s'appuyant sur sa liste d'experts, un financement provenant du Fonds AFSIT, la gestion des connaissances, la communication, le suivi, l'évaluation, l'apprentissage continu et le réajustement, dans le but de prévenir et de remédier aux CAG et de soutenir les pays à risque. AFSIT sera soutenu par quatre outils et modalités spécifiques pour sa mise en œuvre

a. Fonds AFSIT

Un fonds programmatique dédié sera établi pour soutenir les pays en transition, les CER et les capacités de l'UA dans leurs efforts de transition crédible et inclusive vers la démocratie et la stabilité. Le Fonds AFSIT sera complémentaire au Fonds de la Paix de l'UA. Il convient de noter que, contrairement au Fonds de la Paix de l'UA, dont le mandat et la portée sont plus larges et incluent la prévention, la gestion, l'atténuation des conflits structurels et la reconstruction post-conflit et le développement, le Fonds AFSIT se limitera à soutenir les pays en cours de transition politique complexe - les pays qui connaissent ou qui risquent des CAG. Compte tenu des défis prévalents, AFSIT est également le fruit de la reconnaissance que les critères et les processus d'accès et de décaissement du Fonds de la Paix de l'UA sont longs et ne permettent pas encore des réponses rapides et promptes.

Le PNUD et la CUA mobiliseront conjointement des ressources financières pour la Facilité. Les contributeurs volontaires au Fonds incluront les États membres de l'UA, les CER, l'UA, les partenaires de développement multilatéraux et bilatéraux, les institutions financières internationales, les entités philanthropiques et le secteur privé. Les contributions seront soit allouées au soutien des pays en transition, en particulier pendant la phase pilote envisagée, soit intégrées dans un fonds commun pour des interventions rapides et urgentes dans les pays en transition.

Les décisions stratégiques concernant l'utilisation du Fonds pour soutenir les initiatives approuvées par le Conseil de projet de l'AFSIT, présidé conjointement par la CUA et le PNUD, seront prises en étroite consultation avec les CER/RM pertinents et les partenaires de développement contributeurs. Les CER, les organisations de la société civile et le Département des affaires politiques et de consolidation de la paix des Nations Unies (DPPA) feront également partie du Conseil de projet. Quant à la gestion quotidienne, l'opérationnalisation, le suivi et la responsabilité du Fonds, ils seront assurés collectivement par la CUA et le PNUD.

b. Répertoire commun d'expert-e-s

AFSIT sera principalement tributaire de capacités ponctuelles hautement qualifiées. Elles seront déployées dans les États membres de l'UA affectés afin de soutenir les processus de transition les institutions et les mécanismes crédibles et inclusifs. Afin de garantir un déploiement rapide, efficace et pertinent de ce soutien en capacités, une liste commune d'expert-e-s sera établie et gérée conjointement par la CUA et le PNUD. Cette liste s'appuiera sur les répertoires existants et pertinents d'expert-e-s des deux institutions, ainsi que sur ceux d'autres parties prenantes telles que les CER et les partenaires de développement.

Parmi les constatations de l'étude, on peut souligner les points suivants : (1) Les coups d'État sont un appel au renouveau démocratique ; (2) Le risque de coup d'État est plus élevé dans les pays où les indicateurs de développement sont plus faibles ; (3) Une histoire d'implication militaire dans le gouvernement augmente le risque de coup d'État. Les militaires doivent défendre, pas gouverner ; (4) Les transitions post-coup doivent être inclusives pour réussir ; (5) Les pays à risque ont besoin d'investissements à long terme dans la démocratie et les droits de l'homme, pas seulement de sanctions et de condamnations ; et (6) Les approches habituelles ne fonctionneront pas au Sahel, la prévention des coups d'État exige de nouvelles réponses.

c. Évaluations rapides conjointes

Avant de mobiliser le répertoire commun d'expert-e-s et les fonds, le soutien sera déterminé au niveau national et aligné sur le contexte ainsi que sur les objectifs stratégiques de l'AFSIT et son domaine d'intervention spécifique. Dans cette optique, la réalisation d'évaluations rapides conjointes constitue une étape clé de l'AFSIT. Les résultats et les recommandations de ces évaluations seront pris en compte par le Comité de projet de l'AFSIT, permettant ainsi un déploiement approprié des capacités nécessaires.

d. Gestion des connaissances et communication

La génération de connaissances et les analyses prospectives ciblées orienteront les interventions et le soutien de l'AFSIT aux pays en transition, ainsi qu'aux CER et à l'UA. Cela comprendra la cartographie des outils, des processus, des parties prenantes et des initiatives complémentaires. L'utilisation de l'analyse prédictive, la projection de scénarios futurs et la capitalisation des leçons apprises seront des éléments clés de la gestion des connaissances. Il sera important d'identifier les enseignements tirés des expériences pilotes et de les intégrer en continu dans les processus et le soutien futur, en veillant à la souplesse et à la flexibilité de l'AFSIT. La communication bidirectionnelle et la sensibilisation des citoyens et des parties prenantes revêtent une importance cruciale pour les tenir informés des interventions et du niveau de soutien, en utilisant des canaux et des outils appropriés. À cet égard, l'étude innovante du PNUD intitulée "Soldats et Citoyens : Coups d'État militaires et le besoin de renouveau démocratique en Afrique" continue d'influencer la conception et l'approche régionale plus large de la prévention et de la réponse aux transitions politiques complexes en Afrique.

GOVERNANCE, GESTION ET MODALITÉS OPÉRATIONNELLES

AFSIT est conçu pour être un mécanisme de réponse rapide, flexible et agile. Sa structure de gouvernance reflète ce principe. La gouvernance de l'AFSIT sera assurée par un Comité de projet coprésidé par la CUA et le PNUD. Ce Comité comprendra également des représentants des CER pertinents, du DPPA des Nations Unies, de l'ECOSOC de l'UA, de la société civile et des partenaires de développement contributeurs. Son rôle sera de fournir un leadership stratégique, de veiller à la cohérence, de donner des orientations et de renforcer la gestion, la gouvernance, le suivi financier et administratif de l'AFSIT.

La CUA jouera un rôle clé en guidant et en assurant le leadership des engagements politiques, diplomatiques et techniques, notamment avec les CER et les États membres, afin de garantir un déploiement, une mise en œuvre et une gestion efficaces de la Facilité. Elle sera également chargée de coordonner et de rassembler les acteurs pertinents pour soutenir les pays en transition. La CUA facilitera la mobilisation et le déploiement des ressources nécessaires, y compris l'expertise et les capacités requises. De son côté, le PNUD apportera un soutien programmatique et opérationnel aux États membres pour la mise en œuvre des interventions de l'AFSIT au niveau national, ainsi qu'un soutien efficace à la coordination de l'UA et des CER. Le Comité de projet de l'AFSIT sera responsable de rendre compte de manière transparente de l'utilisation et du déploiement des ressources. Enfin, les partenaires bilatéraux qui apportent un soutien technique et financier à l'AFSIT seront également représentés au sein du Comité de projet.

PHASE PILOTE

AFSIT entamera une phase pilote fondée sur les enseignements tirés du Tchad. Les pays provisoirement sélectionnés pour bénéficier d'un soutien pilote sont ceux déjà identifiés et approuvés par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA. Il s'agit des pays qui rencontrent soit (a) des situations de conflits armés non internationaux et/ou des transitions politiques complexes, tels que le **Burkina Faso, le Tchad, la Guinée, le Mali et le Soudan**, soit (b) des pays présentant un risque élevé de basculer dans des conflits armés non internationaux ou des transitions politiques complexes. Des consultations supplémentaires avec l'UA et les CER permettront d'identifier d'autres pays pilotes et de déterminer l'étendue du soutien à apporter aux pays identifiés comme étant à risque.